



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 24 septembre 2024

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2024 - 162 BUDGET PRINCIPAL
REPRISE DE PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M²
CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

**VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL**

2024 - 162

DU 24 SEPTEMBRE 2024

**BUDGET PRINCIPAL
REPRISE DE PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le code général des collectivités territoriales rend nécessaires les dotations aux provisions pour créances douteuses. De plus, cette procédure comptable devient obligatoire avec la mise en place de la nomenclature M57 applicable à la ville de Grasse depuis le 1^{er} janvier 2024.

Le montant total des créances douteuses ayant évolué à la baisse depuis la délibération de constitution prise sur l'exercice budgétaire 2023, il convient d'effectuer une reprise de ces dernières.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	7817-4912	35 009,80 €

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R2321-2 ;

Vu l'article 11 du décret 2022-1008 du 15 juillet 2022 portant diverses mesures relatives aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales, à la péréquation des ressources fiscales, à la fiscalité locale et aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable depuis le 1^{er} janvier 2024 au budget principal ;

Vu la délibération n° 2023-218 approuvant la constitution de provisions pour créances douteuses au 31 décembre 2021 ;

Vu la délibération n° 2023-53 adoptant la modification du régime des provisions ;

Considérant que la constitution de provisions comptables est une dépense obligatoire ;

Considérant que par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le code général des collectivités territoriales rend nécessaires les dotations aux provisions pour créances douteuses ;

Considérant que l'instruction budgétaire et comptable M 57 prévoit la constitution de provision pour créances douteuses, en vertu du principe comptable de prudence.

Dès lors qu'il existe, pour une créance donnée, des indices de difficultés de recouvrement (compte tenu de la situation financière du débiteur) ou une contestation sérieuse de la créance, celle-ci doit être considérée comme douteuse. Il faut alors constater la provision car la valeur des titres de recettes pris en charge dans la comptabilité de la collectivité est supérieure à celle attendue. Il existe donc une charge latente si le risque se révèle, qui doit, selon le principe de prudence, être traitée par le mécanisme comptable de la provision ;

Considérant que la comptabilisation des dotations aux provisions pour créances douteuses repose sur des écritures comptables budgétaires suite à la délibération n° 2023-53 du 4 avril 2023 qui confirme l'option pour le régime budgétaire ;

Considérant que le calcul du montant de la provision pour dépréciation des créances douteuses sera basé sur l'application d'un taux forfaitaire de 15 % aux restes à recouvrer supérieurs à 2 ans et aux dossiers, même récents, de redressements et liquidations judiciaires constatés au budget principal de la collectivité ;

Considérant que le montant des créances douteuses au 31 décembre 2022 s'établit à 610 870,03 € ;

Considérant que la répartition des créances douteuses par thème est jointe en annexe à la présente délibération ;

Considérant qu'après application du taux forfaitaire de 15 %, le montant de la provision au 31/12/2022 s'élève à 91 630,50 € ;

Considérant qu'après application du taux forfaitaire de 15 %, le montant de la provision au 31/12/2021 s'élevait à 126 640,30 € ;

Il convient donc d'effectuer une reprise de cette provision pour un montant de 35 009,80 €.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECIDER** de la reprise d'une provision budgétaire pour créances douteuses pour l'année 2024 d'un montant de 35 009,80 € par un titre d'ordre budgétaire au compte 7817 et un mandat d'ordre budgétaire au compte 4912 sur le budget principal de la collectivité ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.



Delibération affichée le **25 SEP. 2024**

suivant les écritures

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

eheme Re.

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

[Signature]



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **25 SEP. 2024**